

## Délibérations du Conseil Communautaire du 16 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre le seize mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Nassiet - Foyer rural, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

**Date de la convocation** : jeudi 09 mai 2024

**Présents** : Delphine BARREAU (BEYRIES), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Patrick HOUTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Karen RICARRERE (AMOU), Jean ROHFRITSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

**Absente** : Karine LAPOS (NASSIET)

**Procuration** : Pascal CASSIAU (POMAREZ) a donné pouvoir à Ludovic NOUGARO

**Représentée** : Martine HILLOTTE représenté par Delphine BARREAU (BEYRIES)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	29
Pouvoirs	1
Votants	30

### N° DEL20240516-002 Avis ZAE nR

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Energie, et le Code de l'Urbanisme,

**VU** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

**VU** la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables et plus particulièrement son article 15 portant sur la définition des zones d'accélération,

**VU** le décret n°2023-1408 du 29 décembre 2023 définissant les modalités de prise en compte des installations de production d'énergie photovoltaïque au sol dans le calcul de la consommation d'espace

**VU** le décret n°2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers,

**VU** le projet de PLUi-H de la Communauté de Communes arrêté en conseil communautaire le 8 février 2024

**VU** la conférence des maires de la Communauté de Communes du 31 janvier 2024,

**VU** les délibérations des 16 communes membres de la Communauté de Communes relatives à la création de zones d'accélération des énergies renouvelables sur les territoires communaux

**CONSIDERANT** les objectifs France 2030 exposés par le Président de la République le 12 octobre 2021,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de sa compétence en matière de planification, la Communauté de Communes doit émettre un avis sur la création de Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables proposées par ses communes ;

Madame la Présidente rappelle le cadre réglementaire ainsi que les différentes dispositions législatives qui permet aux communes de proposer des ZAE nR et expose, que 68 zones d'accélération des énergies renouvelables ont été identifiées par les communes.

### Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

**Article 1** – D'ÉMETTRE un avis sur la création des ZAE nR (Zones d'Accélération des Énergies renouvelables) proposées par les communes membres conformément à l'annexe jointe à la présente délibération.

**Article 2** - La présente délibération sera affichée au siège de la Communauté de Communes durant un mois.

Envoyé en préfecture le 28/05/2024

Reçu en préfecture le 28/05/2024

Publié le 29/05/2024



ID : 040-244000881-20240516-240516H1555H1-DE

**Article 3** – Madame la Présidente est chargée, en ce qui la concerne, de la mise en œuvre de la présente délibération et de sa notification à Madame la Sous-Préfète de Mont-de-Marsan, Référente Préfectorale Unique des Landes, aux maires des communes membres de la Communauté de Communes et à Monsieur le Président du PETR Adour-Chalosse-Tursan en charge du Schéma de Cohérence Territoriale

**Vote** : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »*